

Partie 1 — Contextes et fondements de l'entrepreneuriat en Caraïbe francophone

Introduction de la Partie

Comprendre les pratiques entrepreneuriales dans la Caraïbe francophone suppose, en amont de toute observation empirique, de revenir aux fondements historiques, culturels et institutionnels qui configurent l'espace d'action des individus. Trop souvent, les analyses en sciences de gestion s'attachent aux outils, aux modèles ou aux performances, en oubliant que l'acte d'entreprendre ne se déroule jamais dans un vide social. Il est toujours pris dans un tissu de relations, de normes, de représentations, d'attentes — bref, dans un environnement où les structures visibles (législations, politiques publiques, dispositifs de formation) s'entrelacent avec des logiques informelles, des héritages mémoriels et des modes de gouvernance spécifiques.

La Caraïbe francophone, dans cette perspective, représente un laboratoire particulièrement stimulant. Composée de territoires liés à des statuts politiques contrastés — une république indépendante (Haïti) et deux régions françaises d'outre-mer (Guadeloupe et Martinique) —, elle partage néanmoins une langue, une mémoire coloniale, et un imaginaire économique post-esclavagiste commun. Ces points de convergence coexistent avec des différences marquées dans les modes d'organisation, la centralisation administrative, les relations à l'État, ou encore l'accès aux ressources. Ainsi, parler de la Caraïbe comme d'un tout n'a de sens que si l'on accepte d'en reconnaître la diversité interne, les tensions constitutives, mais aussi les possibles passerelles.

Cette première partie vise donc à poser les bases de l'analyse : elle propose une lecture située du phénomène entrepreneurial dans les trois territoires étudiés, en articulant trois niveaux complémentaires. D'abord, une mise en contexte socioéconomique et historique, pour comprendre les conditions de possibilité — mais aussi d'impossibilité — d'un entrepreneuriat local, en particulier chez les jeunes diplômés. Ensuite, une réflexion sur les styles de management dominants, dans leurs dimensions culturelles, symboliques et institutionnelles : comment l'autorité est-elle exercée ? Comment l'encadrement est-il perçu ? Quels rapports au pouvoir, à l'autonomie, à la prise d'initiative structurent les environnements professionnels et éducatifs ? Enfin, un cadrage théorique, qui permet de situer la démarche dans les débats contemporains en sciences de gestion et en sociologie du développement.

Loin d'un simple décor introductif, cette partie joue un rôle structurant dans le déploiement de l'enquête. Elle permet de comprendre pourquoi certaines logiques d'action entrepreneuriale s'enracinent, pourquoi d'autres peinent à émerger, et surtout, en quoi les styles de management ne sont pas de simples techniques de gouvernance, mais des vecteurs de normes, de rapports sociaux et de projets de société. En s'appuyant sur les contributions récentes sur la théorie de l'imbrication, sur la diversité des styles managériaux et sur les approches critiques de l'entrepreneuriat en contexte postcolonial, elle jette les bases d'un regard renouvelé sur la fabrique des trajectoires entrepreneuriales en contexte caribéen francophone.

Le chapitre 1 ouvrira la réflexion par une lecture panoramique des trajectoires entrepreneuriales dans la région, en replaçant les initiatives étudiantes dans une dynamique plus large de recomposition économique et sociale. Le chapitre 2 s'attachera à décrypter les dimensions culturelles et institutionnelles du

management en contexte postcolonial, en analysant les styles de leadership à l'œuvre dans les structures éducatives et les dispositifs d'accompagnement. Enfin, le chapitre 3 présentera les principaux outils théoriques mobilisés pour analyser les données de terrain, en montrant comment ils permettent de penser ensemble les contraintes, les ressources, les interactions et les arbitrages qui structurent l'agir entrepreneurial des jeunes dans ces territoires.

Chapitre 1. Les trajectoires entrepreneuriales en Caraïbe francophone : entre héritages et mutations

Introduction

Entreprendre n'est jamais un acte isolé, encore moins un simple choix rationnel dicté par des opportunités économiques. Il s'agit d'un processus profondément enraciné dans des trajectoires sociales, des imaginaires collectifs, des logiques institutionnelles et des contextes territoriaux particuliers. En ce sens, toute entreprise — au double sens du mot — est d'abord une inscription dans un monde social donné, avec ses ressources, ses contraintes et ses contradictions. Ce constat, fondamental dans les approches critiques de l'entrepreneuriat (Anderson, Jack, & Drakopoulou Dodd, 2005; Lora & Castellani, 2014), prend une acuité particulière lorsqu'on l'applique aux territoires postcoloniaux, et en particulier à la Caraïbe francophone.

Dans cette région marquée par les séquelles de la colonisation, les dépendances économiques persistantes et la prégnance des inégalités sociales, entreprendre relève souvent d'un acte d'émancipation, mais aussi d'un parcours semé d'embûches. Les jeunes diplômés, en particulier, se trouvent à la croisée de plusieurs tensions : volonté de s'ancrer dans leur territoire, mais attrait des horizons migratoires, désir d'autonomie, mais absence de capital économique, aspiration à la reconnaissance, mais fragilité des écosystèmes de soutien. Loin d'être un simple débouché professionnel, l'entrepreneuriat apparaît alors comme une stratégie de vie, une réponse partielle aux blocages structurels et une tentative de (re) conquête de dignité sociale.

Ce chapitre propose de situer les trajectoires entrepreneuriales étudiantes dans une perspective à la fois historique, territoriale et

générationnelle. Il s'agit d'abord de comprendre comment les modèles économiques dominants dans les trois territoires étudiés — Haïti, Guadeloupe, Martinique — ont façonné les représentations sociales du travail, de la réussite, et de l'initiative individuelle. Ensuite, nous explorerons les mutations récentes de ces contextes, à travers l'évolution des politiques publiques, des institutions éducatives et des dynamiques associatives. Enfin, une attention particulière sera portée aux aspirations de la jeunesse, en tant qu'acteur porteur d'initiatives, mais aussi révélateur des tensions structurelles qui traversent la Caraïbe contemporaine.

Historiquement, les économies caribéennes francophones se sont construites sur des bases structurellement inégalitaires, héritées de l'esclavage, du système des plantations et, plus tard, de la colonisation administrative. En Haïti, l'indépendance conquise en 1804 n'a pas suffi à effacer les logiques d'exclusion ni à construire un capitalisme national autonome. Le pays a longtemps été confronté à un dualisme économique profond, opposant une économie rurale de subsistance à des élites commerçantes insérées dans les circuits internationaux (Trouillot, 2000; Lundahl, 1992). En Guadeloupe et en Martinique, l'intégration à la République française comme départements d'outre-mer a entraîné une forte dépendance vis-à-vis des transferts publics, tout en maintenant une organisation sociale hiérarchisée, marquée par les inégalités raciales et économiques (Benoist, 1993; Lascoumes, *L'économie morale des élites dirigeantes*, 2022).

Dans ces contextes, la figure de l'entrepreneur a longtemps été marginale, parfois même perçue avec suspicion. L'idéal d'ascension sociale s'est plutôt incarné dans les fonctions publiques, les carrières administratives ou les professions libérales. Le travail salarié dans la fonction publique, en particulier dans les DROM, a été valorisé comme gage de stabilité et de reconnaissance (Hurbon, 2004). Ce n'est qu'à partir des

années 1990, avec la montée des discours sur le développement local, l'insertion professionnelle et l'autonomisation des jeunes, que l'entrepreneuriat a progressivement été repositionné comme voie légitime d'accomplissement individuel et collectif.

Ces mutations se sont accompagnées d'un renforcement des politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat. En Haïti, malgré la faiblesse de l'État et l'instabilité politique chronique, de nombreuses ONG, bailleurs internationaux et incubateurs privés ont investi le champ du développement entrepreneurial, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes. Les universités et les centres de formation ont intégré, dans des proportions variables, des modules liés à la gestion de projet, à la création d'entreprise ou à l'innovation sociale (Pierre, 2018).

En Guadeloupe et en Martinique, les collectivités territoriales, les chambres consulaires, les universités et les associations ont développé toute une gamme de dispositifs d'accompagnement : concours de création, pépinières d'entreprises, formations à l'entrepreneuriat étudiant, etc. Ces politiques visent à encourager l'émergence d'un tissu économique local plus diversifié, moins dépendant des importations et des grandes structures administratives. Toutefois, elles se heurtent souvent à des freins structurels : rigidité des dispositifs, manque de lisibilité pour les jeunes, effets de sélection sociale, reproduction de logiques de contrôle (Persson & Bayad, 2007).

Dans ce contexte, les étudiants porteurs de projets ne peuvent être considérés comme de simples bénéficiaires des dispositifs existants. Leurs trajectoires révèlent des aspirations complexes, faites de volonté d'enracinement, de recherche d'indépendance économique, mais aussi de quête de sens. Pour beaucoup d'entre eux, entreprendre ne signifie pas seulement « créer son emploi », mais aussi affirmer une identité, contribuer à leur communauté, ou expérimenter d'autres formes de rapport au travail et au

territoire. Ces logiques renvoient à ce que Sen (2001) appelle la capacité d'agir (« agency »), c'est-à-dire la possibilité de faire des choix qui ont une signification au-delà de leur utilité économique immédiate.

Les obstacles sont cependant nombreux : précarité des conditions d'étude, manque de capital initial, faible reconnaissance sociale, rapports ambigus avec les institutions éducatives ou les autorités locales. Ces jeunes doivent composer avec des styles de management souvent autoritaires, descendants, peu propices à la responsabilisation ou à la co-construction. Dans ce contexte, la capacité à développer un projet entrepreneurial devient une épreuve de négociation permanente : avec soi-même, avec les normes sociales, avec les cadres institutionnels.

Dans ce premier chapitre, nous avons voulu ancrer les trajectoires étudiantes dans les réalités historiques et socioéconomiques propres à la Caraïbe francophone. Loin d'une lecture individualiste ou décontextualisée de l'entrepreneuriat, cette approche permet de mieux comprendre la nature des défis que rencontrent les jeunes entrepreneurs, mais aussi la richesse des réponses qu'ils y apportent. Ce cadre d'analyse servira de socle aux développements des chapitres suivants, qui examineront les styles de management dominants et les outils théoriques nécessaires pour en rendre compte.

1.1. Panorama socioéconomique de la Caraïbe francophone

La Caraïbe francophone est souvent appréhendée comme un ensemble homogène en raison de la langue, de l'histoire coloniale partagée et de certaines similarités culturelles. Pourtant, une analyse socioéconomique approfondie révèle des trajectoires de développement profondément divergentes, résultant de statuts politiques distincts, de niveaux d'intégration différenciés aux

marchés mondiaux, et de relations contrastées avec les centres de pouvoir. À travers les cas de Haïti, de la Guadeloupe et de la Martinique se dessinent des contextes où l'entrepreneuriat ne peut être pensé sans tenir compte des configurations historiques, des modèles économiques dominants et des formes d'intervention publique. Ce panorama est essentiel pour comprendre les opportunités, mais aussi les freins auxquels sont confrontés les jeunes porteurs de projets dans ces territoires.

1.1.1. Haïti : résilience dans la fragilité structurelle

Haïti se distingue par sa situation singulière dans la Caraïbe francophone : république indépendante depuis 1804, le pays a connu deux siècles d'instabilité politique, de catastrophes naturelles et de crises économiques récurrentes. Aujourd'hui, il figure parmi les pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental, avec un PIB par habitant estimé à moins de 1 800 USD en parité de pouvoir d'achat (Banque Mondiale, 2023). Près de 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et le secteur informel représente environ 80 % de l'activité économique (PNUD, 2022).

L'économie haïtienne repose en grande partie sur l'agriculture de subsistance, les transferts de la diaspora et les activités de services à très faible valeur ajoutée. L'absence d'un tissu industriel structuré, la faiblesse des infrastructures, la dépendance à l'aide internationale, ainsi que la fragilité des institutions publiques rendent les initiatives entrepreneuriales particulièrement complexes. Pourtant, Haïti est aussi le théâtre d'une inventivité constante : les pratiques de débrouillardise, les formes de micro-entrepreneuriat urbain, et les réseaux de solidarité informels traduisent une capacité d'adaptation remarquable. Les jeunes, en particulier, s'efforcent de construire des parcours originaux, souvent hybrides, mêlant études, travail informel, engagement communautaire et projets d'auto-emploi.

L'université haïtienne, bien que sous-dotée, joue un rôle croissant dans la sensibilisation à l'entrepreneuriat. Des centres d'incubation, soutenus par des ONG ou des bailleurs internationaux, commencent à voir le jour, mais leur portée reste encore limitée à une minorité d'étudiants issus des milieux urbains et connectés aux circuits de coopération.

1.1.2. Guadeloupe : dépendance publique et essor fragile du secteur privé

La Guadeloupe, département français d'outre-mer depuis 1946, bénéficie d'un niveau de vie et d'infrastructures bien plus élevé qu'Haïti, grâce à un haut degré de transfert public et à une intégration forte à l'espace administratif et économique français. Le PIB par habitant y dépasse les 20 000 euros, mais ce chiffre masque des inégalités importantes, un chômage structurel élevé (autour de 18 % en 2022, et plus de 40 % chez les jeunes) et une forte dépendance à l'emploi public (INSEE, 2022).

L'économie guadeloupéenne est marquée par une polarisation entre un secteur public surdimensionné — qui absorbe l'essentiel de la main-d'œuvre qualifiée — et un secteur privé fragile, composé essentiellement de très petites entreprises (TPE) et de commerces de proximité. L'entrepreneuriat y est souvent perçu comme une option de repli ou un choix contraint, dans un contexte où les perspectives salariales dans le public se réduisent et où les barrières à l'entrée dans l'économie formelle demeurent élevées (Janky, 2015).

Malgré cela, la Guadeloupe bénéficie d'un réseau relativement dense de dispositifs de soutien à la création d'entreprise : chambres consulaires, agences de développement économique, incubateurs, programmes universitaires. Ces dispositifs, souvent inspirés de modèles métropolitains, peinent cependant à s'adapter pleinement aux réalités socioculturelles locales. Ils tendent à valoriser une approche techniciste de l'entrepreneuriat, sans

toujours tenir compte des aspirations sociales, culturelles et territoriales des jeunes porteurs de projets (Dolbeau, 2025).

1.1.3. Martinique : recentrage territorial et écosystème entrepreneurial en recomposition

Comme la Guadeloupe, la Martinique est une région et collectivité territoriale française, avec un niveau de vie similaire et des dynamiques économiques comparables. Elle présente toutefois certaines spécificités, notamment une volonté politique plus affirmée ces dernières années de soutenir le développement endogène. Le Conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), issu de la fusion des anciennes instances régionales et départementales, a mis en place plusieurs initiatives visant à encourager l'entrepreneuriat local, en particulier parmi les jeunes et dans les secteurs culturels, numériques et environnementaux.

La Martinique dispose également d'un tissu d'acteurs plus étoffé dans l'accompagnement des porteurs de projets, avec des structures comme Martinique Développement, la Technopole, les pépinières d'entreprise ou les incubateurs universitaires. Ces dispositifs s'inscrivent dans une dynamique de diversification économique, visant à réduire la dépendance à l'importation et à stimuler l'innovation locale (CTM, 2021).

Cependant, les blocages structurels persistent : difficultés d'accès au financement, lourdeurs administratives, faiblesse de la commande publique locale, et surtout, un climat de défiance vis-à-vis des institutions, hérité d'un passé colonial toujours vivace. Les jeunes entrepreneurs martiniquais doivent ainsi naviguer dans un environnement où les opportunités existent, mais restent souvent concentrées, segmentées ou inaccessibles à ceux qui ne disposent pas des codes ou des réseaux adéquats (Pagney Bénito-Espinal, 2019).

Dans l'ensemble, ce panorama montre que les conditions d'émergence de l'entrepreneuriat en Caraïbe francophone sont hétérogènes, mais traversées par des enjeux communs : défi de l'autonomie économique, poids de l'État ou des bailleurs, fragmentation des écosystèmes, fragilité des entreprises locales, et aspirations fortes d'une jeunesse en quête de reconnaissance. Ces éléments fournissent la toile de fond nécessaire pour analyser, dans les sections suivantes, comment les styles de management rencontrés dans les espaces éducatifs et institutionnels influencent les dynamiques entrepreneuriales étudiantes.

1.2. Histoire des dynamiques entrepreneuriales et poids des modèles d'économie administrée

L'histoire entrepreneuriale de la Caraïbe francophone est marquée par une tension persistante entre des dynamiques d'initiative individuelle ou communautaire, souvent issues du bas de la société, et des logiques d'encadrement économique portées par les élites politiques, administratives ou coloniales. Cette tension s'est traduite par l'imposition, au fil des siècles, de modèles d'économie administrée — dans lesquels l'État ou ses avatars occupent une place centrale dans la régulation, la distribution des ressources et l'organisation des échanges — qui ont fortement limité l'espace d'expression d'un entrepreneuriat autonome, créatif et endogène. Revenir sur cette histoire permet de mieux comprendre les freins structurels, mais aussi les résistances et les réinventions, qui caractérisent les pratiques entrepreneuriales actuelles dans la région.

1.2.1. L'économie de plantation et ses héritages : fondements d'une culture de dépendance

Les économies haïtienne, guadeloupéenne et martiniquaise se sont développées sur un modèle de plantation esclavagiste, centré sur l'exportation de produits agricoles (sucre, café, coton) vers les métropoles coloniales. Ce système, reposant sur la monoculture,

l'exploitation de la main-d'œuvre asservie et l'extraction de la valeur au profit de puissances extérieures, a profondément façonné les rapports au travail, à la propriété et à l'autonomie économique (Beckford, 1999; Mintz, 2007). Les esclaves, puis les travailleurs post-esclavagistes étaient exclus des circuits de décision, cantonnés à une fonction d'exécution sans pouvoir de négociation ni possibilité de mobilité ascendante.

Cette structure a laissé un héritage durable dans les représentations sociales : l'économie est restée longtemps perçue comme une sphère contrôlée par « les autres » — blancs, métropolitains, grands propriétaires — tandis que les classes populaires devaient se contenter de stratégies de survie. Cette séparation entre ceux qui décident et ceux qui exécutent, entre les acteurs économiques dominants et les marges laborieuses, a freiné l'émergence d'une culture entrepreneuriale locale capable de s'institutionnaliser (Trouillot, 2000; Price, 2002).

1.2.2. L'indépendance haïtienne et les limites de l'autonomie économique

L'indépendance d'Haïti en 1804 a constitué une rupture majeure dans l'histoire atlantique, mais elle n'a pas débouché sur une autonomie économique réelle. Le poids de la dette imposée par la France en 1825, les conflits internes, et l'absence de réforme agraire profonde ont empêché la constitution d'un capitalisme national inclusif. L'État haïtien a rapidement été capté par des élites urbaines commerçantes, concentrant la richesse dans quelques mains et marginalisant les campagnes (Lundahl, 1992; Fatton, 2002). L'activité entrepreneuriale s'est développée dans des formes très localisées : marchés ruraux, artisanat, petit commerce informel — mais sans soutien institutionnel, sans sécurité juridique ni accès au crédit.

Au fil du temps, cette dynamique a nourri une économie de subsistance, marquée par une forte informalité, une faible

productivité, et un éloignement croissant entre les institutions économiques officielles et les pratiques populaires. Le secteur privé formel haïtien, pour sa part, est resté dépendant des importations et des financements extérieurs, souvent contrôlé par une minorité. La difficulté à créer des écosystèmes entrepreneuriaux stables est ainsi le fruit d'une longue histoire d'exclusion économique et de fragmentation institutionnelle.

1.2.3. L'outre-mer français et l'institutionnalisation de l'économie administrée

En Guadeloupe et en Martinique, la départementalisation en 1946 a marqué une inflexion majeure : elle a introduit un modèle de développement par transferts publics, dans lequel l'État joue un rôle central comme employeur, financeur et régulateur. Les décennies suivantes ont vu se mettre en place une économie de type keynésien-administratif, fortement centralisée, où l'essentiel des revenus provenait des allocations sociales, des subventions, des salaires publics et de la commande publique (Bonniol, 1992).

Ce modèle a permis des avancées indéniables en matière d'infrastructures, d'accès aux services, de stabilisation de l'emploi, mais il a aussi produit une dépendance structurelle à l'égard de la puissance publique, au détriment de la prise d'initiative privée. La logique d'ascension sociale s'est ainsi cristallisée autour de la réussite scolaire et de l'intégration à la fonction publique, perçue comme garante de sécurité et de respectabilité (Benoist, 1993).

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat a longtemps été perçu comme une voie incertaine, marginale, voire suspecte, associée aux « petits métiers » ou à l'informel. Ce n'est qu'à partir des années 1990, dans un contexte de désengagement de l'État, de montée du chômage des jeunes et de réformes néolibérales, que les pouvoirs publics ont commencé à promouvoir l'idée de l'autoentreprise comme alternative à l'emploi salarié — sans

toutefois remettre en question en profondeur les logiques d'encadrement technocratique.

1.2.4. Résistances, adaptations et recompositions

Face à ces modèles administrés, des formes alternatives de dynamique entrepreneuriale ont toujours existé, souvent invisibilisées ou dévalorisées. Dans les quartiers populaires, les campagnes ou les marges urbaines, des femmes, des jeunes, des groupes communautaires ont développé des formes d'activité économique hybrides : microcommerces, services de proximité, production artisanale, circuits courts. Ces pratiques relèvent moins d'un entrepreneuriat « schumpétérien » que d'une logique de survie ou d'ancrage territorial (Providence, *Les Paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*, 2022; Hart, 1973). Elles montrent que, même dans un contexte fortement contrôlé, des espaces de créativité économique subsistent.

Depuis les années 2000, les politiques d'accompagnement à l'entrepreneuriat tentent de structurer ces dynamiques, avec des résultats inégaux. La question des styles de management devient ici centrale : selon qu'ils reproduisent les logiques verticales de l'économie administrée, ou qu'ils cherchent à encourager la responsabilisation, l'autonomie et la co-construction, ces dispositifs peuvent soit renforcer les blocages existants, soit ouvrir des brèches vers une nouvelle culture entrepreneuriale.

Cette relecture historique des trajectoires entrepreneuriales dans la Caraïbe francophone montre que les obstacles actuels ne sont pas seulement économiques ou techniques, mais relèvent aussi d'une mémoire collective, d'un imaginaire de l'autorité et d'une culture politique de l'intervention. Comprendre ces héritages est indispensable pour saisir les réactions des jeunes face aux dispositifs actuels, mais aussi pour penser des alternatives crédibles. La section suivante s'attachera à explorer le rôle

contemporain des jeunes et des institutions éducatives dans le renouvellement entrepreneurial, entre héritage et transformation.

1.3. Rôle croissant des jeunes et des institutions éducatives dans le renouvellement entrepreneurial

La Caraïbe francophone traverse aujourd'hui une série de mutations qui placent la jeunesse au centre des enjeux de développement. Plus nombreuse, plus scolarisée, plus connectée que les générations précédentes, la jeunesse caribéenne se heurte à une réalité paradoxale : un accès élargi à l'enseignement supérieur, mais des débouchés économiques incertains ; une injonction à l'autonomie, mais des dispositifs de soutien souvent rigides ou inaccessibles ; un discours politique valorisant l'innovation, mais une pratique institutionnelle parfois marquée par la méfiance et le contrôle. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat apparaît à la fois comme une opportunité, une nécessité et un espace de contestation des modèles dominants.

Cette dynamique ne peut être comprise sans s'intéresser au rôle des établissements d'enseignement supérieur et des structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, qui deviennent progressivement des lieux d'expérimentation, de formation, mais aussi de reproduction des rapports sociaux. Ce sont ces médiations que cette section propose d'analyser, à travers une lecture croisée des aspirations des jeunes et des transformations institutionnelles en Haïti, en Guadeloupe et en Martinique.

1.3.1. Une jeunesse caribéenne plus diplômée, mais confrontée à l'impasse de l'insertion

Au cours des deux dernières décennies, l'accès à l'enseignement supérieur s'est élargi de manière significative dans la Caraïbe francophone. En Haïti, malgré les faiblesses structurelles du système universitaire, on observe une explosion du nombre d'étudiants, notamment dans les établissements privés, qui

représentent aujourd'hui plus de 80 % de l'offre (MENFP, 2020). En Guadeloupe et en Martinique, les pôles universitaires rattachés à l'Université des Antilles ont vu croître leurs effectifs, notamment dans les filières de gestion, d'économie et de sciences sociales (Université des Antilles, 2022).

Cette massification ne s'est pas traduite par une amélioration proportionnelle de l'insertion professionnelle. Le marché du travail reste restreint, saturé dans les secteurs traditionnels (administration, commerce, santé), et peu diversifié. Le chômage des jeunes diplômés demeure élevé, atteignant plus de 40 % en Guadeloupe et en Martinique, et bien davantage en Haïti, où les indicateurs fiables sont rares, mais où l'économie informelle constitue souvent l'unique perspective de subsistance (PNUD, 2022).

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat apparaît comme un « troisième choix » entre migration et chômage, mais aussi comme un espace d'expérimentation identitaire, de recherche d'utilité sociale, voire d'ancrage territorial. Les projets portés par les jeunes ne relèvent pas uniquement de la recherche de profit : ils s'inscrivent souvent dans des logiques de service à la communauté, de valorisation culturelle ou de réponse à des besoins locaux mal couverts (Pierre, 2018; Marcelin, Cela, & Dorvil, 2017).

1.3.2. Les institutions éducatives face au défi de la formation entrepreneuriale

Face à ces aspirations, les établissements d'enseignement supérieur tentent d'adapter leur offre, mais avec des approches contrastées. En Haïti, certaines universités privées ont développé des modules de gestion de projet, d'innovation sociale ou d'entrepreneuriat, souvent en lien avec des ONG internationales ou des partenaires étrangers (Govain, 2023). Cependant, l'absence de moyens, la précarité des enseignants, et la faiblesse

des liens avec le tissu économique local limitent l'impact de ces initiatives. Par ailleurs, l'entrepreneuriat reste souvent enseigné de manière théorique, sans accompagnement réel ni accès au financement.

En Guadeloupe et en Martinique, l'Université des Antilles et plusieurs écoles professionnelles ont mis en place des dispositifs d'accompagnement : concours de création d'entreprise, ateliers de sensibilisation, projets tutorés, stages en incubateurs. Ces programmes visent à développer les compétences transversales (prise d'initiative, résolution de problèmes, communication) et à initier les étudiants à la gestion d'entreprise. Toutefois, ils se heurtent souvent à une culture académique encore centrée sur la transmission verticale du savoir, peu favorable à l'expérimentation ou à l'interdisciplinarité (Persson & Bayad, 2007).

Plus profondément, les institutions peinent parfois à reconnaître les jeunes comme des acteurs à part entière. Les structures de gouvernance universitaire restent peu ouvertes à la participation étudiante dans la conception des programmes. Les critères de sélection des projets à financer reproduisent des normes d'évaluation qui excluent les initiatives les plus atypiques ou informelles. Ainsi, l'accompagnement à l'entrepreneuriat risque, dans certains cas, de devenir un simple prolongement du contrôle institutionnel, plutôt qu'un levier d'autonomisation réelle.

1.3.3. Vers une nouvelle pédagogie de l'autonomie ?

Malgré ces limites, des signaux positifs émergent. Dans plusieurs établissements de la région, des enseignants, des responsables pédagogiques et des partenaires locaux expérimentent des formes de pédagogie active, centrées sur le développement de projets concrets, le travail collaboratif, la mise en réseau. Ces approches s'inscrivent dans le courant de l'«entrepreneuriat éducatif» (Fayolle, Marion, & Léger-Jarniou, 2004), qui ne vise pas

uniquement la création d'entreprises, mais l'apprentissage par l'action, le renforcement de la capacité d'agir et la stimulation de la créativité.

Ces initiatives restent encore marginales, mais elles témoignent d'un changement de paradigme possible. Elles posent aussi la question du style de management éducatif : encourager l'initiative des étudiants suppose de transformer en profondeur les relations pédagogiques, les postures d'autorité, les modes d'évaluation et les critères de légitimité. Cela implique de passer d'un pilotage prescriptif à un accompagnement réflexif, d'un encadrement descendant à une logique de co-construction (Letor, 2023). Ce changement culturel est d'autant plus nécessaire dans des contextes postcoloniaux, où les rapports à l'autorité sont chargés d'histoire, et où l'autonomie est souvent perçue comme une prise de risque, voire une transgression.

En définitive, les jeunes caribéens francophones ne sont pas simplement les victimes d'un système défaillant ou les bénéficiaires passifs de politiques de soutien. Ils sont porteurs de transformations, porteurs de récits alternatifs, porteurs d'initiatives qui réinventent les formes de travail, de solidarité et de développement. Les institutions éducatives, si elles acceptent de se repenser, peuvent devenir des alliées stratégiques de ce mouvement. Le chapitre suivant approfondira cette réflexion en s'intéressant aux styles de management en contexte postcolonial, et à leurs effets sur les parcours d'autonomisation des jeunes entrepreneurs.

1.4. Trois parcours, une même quête d'autonomie

Jean-Philippe, étudiant haïtien à Port-au-Prince

Issu d'un quartier périphérique de la capitale, Jean-Philippe suit une licence en administration des affaires dans une université privée. Pour financer ses études, il vend des accessoires pour

téléphones portables dans la rue et participe à des activités communautaires dans son église. Passionné de technologie, il rêve de lancer une application mobile permettant de connecter les artisans locaux à des clients de la diaspora. Il a suivi une courte formation en entrepreneuriat financée par une ONG canadienne, mais n'a accès ni à un incubateur ni à une aide publique. Il évolue dans un contexte d'insécurité, d'instabilité politique, et d'incertitude économique permanente.

Mélissa, étudiante martiniquaise à Fort-de-France

Étudiante en master économie-gestion à l'Université des Antilles, Mélissa a participé à un concours universitaire de création d'entreprise. Son projet : développer une gamme de cosmétiques naturels à base de plantes locales. Soutenue par une structure d'accompagnement rattachée à la collectivité territoriale, elle a pu bénéficier de conseils techniques, mais déplore un accompagnement standardisé, peu adapté à la réalité de ses besoins. Elle perçoit également une certaine méfiance institutionnelle à l'égard des projets portés par de jeunes femmes issues des quartiers populaires. Bien qu'elle ait accès à des ressources, elle ressent un décalage entre les discours d'encouragement et les pratiques administratives.

Kevin, étudiant guadeloupéen aux Abymes

Formé dans une école de commerce locale, Kevin travaille à mi-temps dans un call center tout en développant une activité artisanale en ligne. Son projet de création de boutiques de produits culturels numériques (livres, musique, archives audio) s'est heurté à de multiples blocages : lourdeurs administratives, exigence d'apports financiers personnels pour bénéficier d'une aide publique, manque de formation pratique sur la gestion réelle d'une entreprise. Malgré son dynamisme, il sent que son environnement

institutionnel « décourage plus qu'il n'accompagne », notamment en raison d'un style d'encadrement descendant, peu à l'écoute.

Ces trois situations, bien que localisées dans des contextes différents, révèlent plusieurs éléments structurants de l'analyse proposée dans le chapitre :

1. *Le poids de l'histoire et des structures économiques.* Jean-Philippe évolue dans un environnement où l'État est absent ou défaillant, héritage d'un long processus de désinstitutionnalisation et de fragmentation économique. Son entrepreneuriat naît dans la débrouillardise et la résilience, mais reste cantonné à l'informel faute de politiques publiques efficaces. À l'inverse, Mélissa et Kevin bénéficient d'un cadre institutionnel plus stable, hérité du modèle républicain français. Pourtant, ce modèle, fondé sur l'économie administrée, freine l'émergence d'une culture entrepreneuriale autonome. L'obsession de la conformité, la complexité des dispositifs et le manque de souplesse renforcent l'exclusion de ceux qui n'entrent pas dans les normes ;
2. *Des styles de management peu adaptés aux besoins des jeunes porteurs de projet.* Dans les trois cas, les styles d'encadrement rencontrés par les étudiants révèlent des traits communs : verticalité des décisions, standardisation des dispositifs, faible reconnaissance de l'expérience des jeunes. Jean-Philippe doit s'adapter à des injonctions extérieures (celles des bailleurs), Mélissa se heurte à des critères bureaucratiques inadaptés à son profil, et Kevin subit une technocratie qui confond accompagnement et contrôle. Ces situations illustrent le décalage entre les intentions affichées de promotion de l'entrepreneuriat et les pratiques managériales réelles, souvent empreintes d'une culture administrative rigide ;

3. *L'université comme espace ambivalent : entre reproduction et potentiel de transformation.*

L'enseignement supérieur joue un rôle fondamental, à la fois comme lieu de légitimation sociale et comme espace de possibles. Pour Jean-Philippe, l'université constitue un refuge fragile face à un environnement instable. Pour Mélissa et Kevin, elle est une plateforme potentielle d'expérimentation, mais aussi un espace où les hiérarchies sociales et institutionnelles se rejouent. Les programmes d'entrepreneuriat, souvent conçus sans réelle concertation avec les étudiants, traduisent une vision instrumentale plutôt qu'émancipatrice de l'éducation entrepreneuriale.

Aucun des trois jeunes n'entreprend dans une logique strictement économique. L'envie de contribuer à la communauté, de valoriser une culture locale ou de résoudre un problème social est omniprésente. Cette orientation vers un entrepreneuriat engagé et contextualisé contraste avec les modèles standardisés promus par les dispositifs d'accompagnement, souvent centrés sur la rentabilité à court terme. On voit ici émerger une reconfiguration des finalités de l'entrepreneuriat portée par une jeunesse consciente des limites du système et désireuse d'inventer d'autres voies.

L'illustration de ces trois parcours synthétise les tensions explorées dans le chapitre : entre héritages coloniaux et désirs d'autonomie, entre encadrement institutionnel et créativité sociale, entre politiques publiques descendantes et initiatives ascendantes. Elle confirme l'idée que l'entrepreneuriat en Caraïbe francophone ne peut être compris que comme une pratique située, façonnée par des rapports de pouvoir, des styles de management et des dynamiques territoriales. Les jeunes, loin d'être de simples cibles des politiques d'emploi, sont des acteurs à part entière de la transformation économique, culturelle et sociale de leur région.

Conclusion du chapitre

Les trajectoires entrepreneuriales étudiantes en Caraïbe francophone ne peuvent être appréhendées comme de simples réponses individuelles à une conjoncture économique défavorable. Elles s'inscrivent dans une trame longue, façonnée par des héritages historiques, des rapports au travail hérités de l'économie de plantation, des modèles d'État et des logiques d'encadrement institutionnel profondément marqués par le passé colonial et postcolonial. Ce premier chapitre a permis de mettre en lumière les tensions constitutives de l'environnement dans lequel émergent ces initiatives entrepreneuriales, en insistant sur trois dimensions complémentaires.

D'abord, l'analyse du panorama socioéconomique de la région a mis en évidence la diversité des contextes : en Haïti, l'économie de survie coexiste avec une effervescence informelle et communautaire qui témoigne d'une inventivité à bas bruit ; en Guadeloupe et en Martinique, la prégnance de l'État-providence, l'hypertrophie du secteur public et les logiques de dépendance ont longtemps freiné l'initiative privée tout en produisant des mécanismes de sélection sociale implicites. Dans tous les cas, les dynamiques entrepreneuriales se déploient dans un cadre structurellement contraint, où les ressources sont rares, les inégalités fortes, et les opportunités fragmentées.

Ensuite, le retour sur l'histoire des modèles économiques et managériaux a montré que l'entrepreneuriat local s'est souvent construit en périphérie des dispositifs dominants. L'économie administrée, qu'elle prenne la forme d'une tutelle postcoloniale ou d'un interventionnisme international, a produit une culture de la dépendance et de la conformité qui pénalise l'autonomie des porteurs de projets. Pourtant, des formes alternatives d'initiatives

ont toujours existé, portées par les femmes, les jeunes, les communautés rurales ou les réseaux informels, souvent en dehors du champ de visibilité des politiques publiques.

Enfin, l'étude du rôle des jeunes et des institutions éducatives a permis de mieux cerner les enjeux contemporains du renouvellement entrepreneurial. La jeunesse caribéenne francophone est porteuse d'une énergie sociale, d'une inventivité culturelle et d'une volonté d'action qui entrent parfois en contradiction avec les logiques institutionnelles existantes. L'université et les structures d'accompagnement, bien qu'en mutation, peinent encore à adopter des postures réellement facilitantes. Les styles de pilotage dominants, trop souvent descendants, techniques ou normatifs, limitent la portée transformatrice de l'éducation entrepreneuriale. Il existe néanmoins, çà et là, des signaux de changement : expérimentations pédagogiques, hybridation des parcours, volonté de co-construction.

Ce chapitre a ainsi posé les fondations d'une lecture située, critique et prospective de l'entrepreneuriat étudiant en Caraïbe francophone. Il a montré que ces trajectoires ne peuvent être comprises sans une prise en compte fine des conditions locales de socialisation, des modes de régulation institutionnelle, et des aspirations générationnelles. Il a aussi souligné que la question du style de management — qu'il soit éducatif, institutionnel ou entrepreneurial — constitue un levier décisif dans la fabrique des possibles.

C'est précisément à cette dimension que le chapitre suivant sera consacré. En interrogeant les styles de management à l'œuvre dans les dispositifs de formation, d'encadrement et d'accompagnement, nous chercherons à comprendre comment se construisent — où se brident — les capacités d'agir des jeunes porteurs de projets. Nous verrons que ces styles ne relèvent pas

seulement de choix organisationnels, mais qu'ils renvoient à des représentations culturelles de l'autorité, à des rapports sociaux hérités et à des formes implicites de pouvoir. Cette exploration nous permettra d'affiner l'analyse des obstacles et leviers au service d'une pédagogie de l'autonomisation en contexte caribéen francophone.

Travaux cités

- Anderson, A. R., Jack, S. L., & Drakopoulou Dodd, S. (2005). The Role of Family Members In Entrepreneurial Networks: Beyond the Boundaries of the Family Firm. *Family Business Review*, 18(2), 135-154. doi:<https://doi.org/10.1111/j.1741-6248.2005.00037.x>
- Banque Mondiale. (2023). *Country data: Haiti*. Washington DC: Groupe Banque Mondiale. Récupéré sur <https://data.worldbank.org>
- Beckford, G. L. (1999). *Persistent Poverty: Underdevelopment in Plantation Economies of the Third World*. Kingston: University of the West Indies Press.
- Benoist, J. (1993). *Anthropologie médicale en société créole*. Paris: Presses Universitaires de France - PUF.
- Bonniol, J.-L. (1992). *La Couleur comme maléfice : Une illustration créole de la généalogie des Blancs et des Noirs*. Paris: Albin Michel.

- CTM. (2021). *Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII)*. Fort-de-France: Collectivité Territoriale de Martinique.
- Dolbeau, P. (2025). *Jeunes et inspirées : L'entrepreneuriat pour réaliser nos rêves*. Paris: Dunod.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder (Colorado): Lynne Rienner.
- Fayolle, A., Marion, S., & Léger-Jarniou, C. (2004). Philippe Albert, un entrepreneur académique et un pionnier de l'entrepreneuriat en France. *Entreprendre & Innover*, 5-10.
- Govain, R. (2023). De la crise de l'éducation à l'éducation à la crise en Haïti. *Études caribéennes*, 1-14.
- Hart, K. (1973). Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana. *The Journal of Modern African Studies*, 11(1), 61-89.
- Hurbon, L. (2004). *Religions et lien social*. Paris: Les éditions du Cerf.
- INSEE. (2022). *Panorama économique et social de la Guadeloupe*. Montrouge: Institut national de la statistique et des études économiques.

- Janky, E. (2015). *Le dé de l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins*. Paris: Journal Officiel de la République française.
- Lascoumes, P. (2022). *L'économie morale des élites dirigeantes*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Leter, C. (2023). Propager des innovations pédagogiques en établissements scolaires : conditions organisationnelles et institutionnelles. Dans A. C. Benetti, C. Leter, & S. Guillemette, *Les nouvelles formes du travail scolaire* (pp. 203-225). Montpellier: Presses universitaires de la Méditerranée.
- Lora, E., & Castellani, F. (2014). *Entrepreneurship in Latin America: A step up the social ladder ?* Washington, DC: Inter-American Development Bank.
- Lundahl, M. (1992). *Politics or Markets? Essays on Haitian Underdevelopment*. New York: Routledge.
- Marcelin, L. H., Cela, T., & Dorvil, H. (2017). *Les jeunes Haïtiens dans les Amériques*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- MENFP. (2020). *Rapport statistique sur l'enseignement supérieur en Haïti*. Port-au-Prince: Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- Mintz, S. (2007). *Caribbean Transformations*. Emeryville: 1st - Arthur H. Niehoff.
- Pagney Bénito-Espinal, F. (2019). Construire une culture du risque efficiente ? Le cas de la Guadeloupe et de la Martinique. *Géocofluences*, 1-19.
- Persson, S., & Bayad, M. (2007). L'accompagnement des porteurs de projets par le coaching entrepreneurial. *Revue Internationale de Psychologie*, 147-168. doi:<https://doi.org/10.3917/rips.031.0147>
- Pierre, J. (2018). *Esprit d'entreprise et croyances chrétiennes des afro-descendants en Haïti: développement socioéconomique et facteurs religieux, éducatif et politique*. Sociologie. Paris: Université Sorbonne Paris Cité.
- PNUD. (2022). *Rapport sur le développement humain – Haïti*. New York: Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Price, R. (2002). *First-Time: The Historical Vision of an Afro-American People*. Chicago: University of Chicago Press.
- Providence, C. (2022). *Les Paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Sen, A. (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.

Trouillot, M.-R. (2000). *Haiti: State Against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York: Monthly Review Press.

Université des Antilles. (2022). *Rapport d'activité institutionnel 2021–2022*. Pointe-à-Pitre: Université des Antilles.